

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

LYONNAISE DE BANQUE
Société Anonyme au capital de 290 568 363 euros
Siège Social : 8, rue de la République 69001 Lyon
SIREN 954 507 976 RCS LYON

Comptes annuels au 31 décembre 2024 approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 17 avril 2025

I. — Bilan social (en milliers d'euros)

Actif	Notes	2024 31 décembre	2023 31 décembre
Caisse, Banques centrales , CCP	2	58 949	62 850
Créances sur les établissements de crédit	2	6 204 222	6 676 012
Opérations avec la clientèle	3	41 835 453	42 066 946
Obligations, actions et autres titres à revenu fixe et variable		8 919	15 186
- Obligations et autres titres à revenu fixe	4	8 711	14 978
- Actions et autres titres à revenu variable	5	208	208
Participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme	6	75 638	75 673
- Participations et autres titres détenus à long terme		54 620	50 700
- Parts dans les entreprises liées		21 018	24 973
Immobilisations incorporelles	7	27 700	31 231
Immobilisations corporelles	7	131 939	137 528
Autres actifs	8	659 530	707 979
Comptes de régularisation	8	461 730	193 022
Total de l'actif		49 464 080	49 966 427
Hors-bilan (en milliers d'euros)	Notes	2024 31 décembre	2023 31 décembre
Engagements reçus			
Engagements de financement			
Engagements reçus d'établissements de crédit			
Engagements de garantie			
Engagements reçus d'établissements de crédit		8 523 847	8 771 471
Engagements sur titres			
Autres engagements reçus			
Passif	Notes	2024 31 décembre	2023 31 décembre
Dettes envers les établissements de crédit	10	9 809 101	9 419 260
Opérations avec la clientèle	11	36 660 771	37 803 644
Dettes représentées par un titre	12	55 443	41 314
Autres passifs	8	243 398	379 150
Comptes de régularisation	8	758 109	560 699
Provisions	13	276 620	246 518
Dettes subordonnées	14	197 054	197 269
Fonds pour risques bancaires généraux	15	27 867	27 867
Capitaux propres	15	1 435 717	1 290 706
- Capital souscrit		290 568	290 568
- Primes d'émission		191 539	191 539
- Réserves		349 326	349 326
- Report à nouveau		384 929	234 829
- Provisions réglementées		4 574	4 327
- Résultat de l'exercice		214 781	220 117
Total du passif		49 464 080	49 966 427
Hors-bilan (en milliers d'euros)	Notes	2024 31 décembre	2023 31 décembre
Engagements donnés			
Engagements de financement			
Engagements en faveur d'établissements de crédit		12 881	7 237
Engagements en faveur de la clientèle		5 898 728	5 964 744
Engagements de garantie			
Engagements d'ordre d'établissements de crédit		148 708	53 091
Engagements d'ordre de la clientèle		4 784 205	4 726 231
Engagements sur titres			

Autres engagements donnés			
---------------------------	--	--	--

II. - Compte de résultat (en milliers d'euros)

	Notes	2024 31 décembre	2023 31 décembre
+ Intérêts et produits assimilés	22	1 687 880	1 424 957
+ Intérêts et charges assimilés	22	-1 236 457	-924 519
+ Revenus des titres à revenu variable	23	381	1 549
+ Commissions (produits)	24	601 177	584 391
+ Commissions (charges)	24	-129 359	-127 664
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	25	9 094	7 891
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	26	14	46
+ Autres produits d'exploitation bancaire	27	3 646	3 883
+ Autres charges d'exploitation bancaire	27	-9 747	-8 627
= Produit Net Bancaire		926 629	961 907
+ Charges de personnel	28	-291 441	-297 544
+ Autres charges administratives		-222 088	-226 456
+ Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations		-14 728	-14 629
= Charges de fonctionnement		-528 257	-538 629
= Résultat Brut d'Exploitation		398 372	423 278
+ Coût du risque	29	-93 340	-111 573
= Résultat d'Exploitation		305 032	311 705
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	30	-2 130	-59
= Résultat Courant		302 902	311 646
+/- Résultat exceptionnel		-175	102
+ Impôts sur les bénéfices	32	-87 699	-91 384
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées		-247	-247
= Résultat Net Global		214 781	220 117

III. - Information sur les filiales et participations

	Au 31 Décembre 2024 (en milliers d'euros)	Siège (dpt)	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeur comptable des titres détenus (en k€)		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Chiffres d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé (ou PNB)	Résultats Bénéfice ou perte du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice (en k€)
						Brute	Nette				
A.	Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations ci-dessous 1. - Filiales (+ de 50% du capital détenu) a) Filiales françaises b) Filiales étrangères 2. - Participation (10 à 50 % du capital détenu) (détail des participations considérées comme importantes ou stratégiques) a) Participations françaises Crédit Mutuel Real Estate Lease (1) b) Participations étrangères	Paris	64 399	40 158	19,55%	18 919	18 919		21 052	623	0
B.	Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations : Participations non reprises au point A. a) Dans les sociétés françaises (ensemble) b) Dans les sociétés étrangères (ensemble) Total filiales et participations					12 710	12 600				375
						31 629	31 519	0			375

(1) Comptes arrêtés au 31/12/2023

IV - Annexes aux comptes annuels

Note 1 - Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes sociaux de la Lyonnaise de Banque (LB) sont établis conformément aux principes comptables généraux et aux règlements de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) dont le règlement 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Ils respectent la règle de prudence et les conventions de base concernant :

- la continuité de l'exploitation,
- la permanence des méthodes,
- l'indépendance des exercices.

La Lyonnaise de Banque est intégrée globalement (en tant que filiale) dans les comptes consolidés du sous-groupe CIC faisant lui-même partie du périmètre de consolidation de Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

Note 1.1 Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

La préparation des états financiers peut nécessiter la formation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se répercutent dans la détermination des produits et des charges, des actifs et passifs du bilan et dans l'annexe aux comptes. Dans ce cas de figure, les gestionnaires, sur la base de leur jugement et de leur expérience, utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires. C'est notamment le cas :

- des dépréciations des instruments de dette et des instruments de capitaux propres ;
- des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels ;
- de la détermination des provisions dont les engagements au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs sociaux ;
- des valorisations d'instruments financiers non cotés sur un marché organisé.
- des dépréciations sur risque de crédit (doute sur la capacité de remboursement).
- des dépréciations pour risque d'exécution d'engagement par signature.

Les engagements par signature sont des garanties couramment utilisées dans les relations entre clients et fournisseurs. Un engagement par signature émis par la banque prend généralement la forme d'une caution ou d'une garantie à première demande. L'engagement par signature est un acte par lequel la banque s'engage à payer pour compte de son client (le donneur d'ordre) tout ou partie d'un montant déterminé qui permettra au bénéficiaire d'être indemnisé en cas de défaillance du donneur d'ordre.

Note 1.2 Reclassement d'actifs financiers

Le reclassement hors de la catégorie des titres de transaction, vers les catégories des titres d'investissement et des titres de placement est possible dans les deux cas suivants :

- a) dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- b) lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif, et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Note 1.3 Traitement des changements de méthode comptable

Les changements de méthode comptable sont appliqués de façon rétrospective, c'est-à-dire comme si ce principe avait toujours été appliqué. L'impact de première application est imputé sur les capitaux propres au 1^{er} janvier, corrigeant le bilan d'ouverture.

Conformément au règlement ANC 2015-06, pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016, le mali technique n'est plus comptabilisé de manière globale au poste « fonds commercial » et non amorti.

Il est comptabilisé au bilan par catégorie d'actifs en autres immobilisations corporelles, incorporelles et financières.

Cette affectation permet d'appliquer au mali technique les règles d'amortissement des actifs sous-jacents (le mali affecté en totalité ou en partie à un actif amortissable est désormais amorti en totalité ou en partie). En revanche, la quote-part du mali affectée au fonds commercial bénéficie toujours d'une présomption de non-amortissement.

Note 1.4 Prêts et créances

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les commissions reçues à l'occasion de l'octroi d'un concours et celles versées aux apporteurs d'affaires sur crédits sont rapportées progressivement au résultat suivant une méthode qui revient à les assimiler à des intérêts. Cet étalement actuariel est comptabilisé en produits nets d'intérêts au compte de résultat. Au bilan, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les créances et dettes rattachées (intérêts courus ou échus, à recevoir et à payer) sont regroupées avec les postes d'actif ou de passif auxquels elles se rapportent.

Au sein de l'ensemble des risques de crédit, on distingue comptablement les encours sains, douteux et douteux compromis.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation interne du risque de crédit du groupe Crédit Mutuel. Ce dernier considère la probabilité de défaut de la contrepartie via une note interne et le taux de perte fonction de la nature de l'exposition. L'échelle des notes internes comprend douze niveaux dont neuf pour les contreparties saines et trois pour les contreparties douteuses.

Note 1.5 Créances et risque de crédit

Le système de déclassement en encours douteux est conforme. Conformément au règlement ANC n°2014-07, selon lequel les créances de toute nature sont déclassées dans les situations suivantes en créances douteuses dans les cas suivants :

- en cas de constatation d'impayés depuis plus de neuf mois pour les crédits aux collectivités locales, de plus de six mois pour les crédits aux acquéreurs de logement, de plus de trois mois pour les autres concours ;
- lorsque la créance présente un caractère contentieux judiciaire (procédures de surendettement, de redressement, de liquidation judiciaire, faillite, etc.) ;
- lorsque la créance indépendamment de l'existence de tout impayé, présente d'autres risques de non recouvrement total ou partiel.

En effet, les traitements de passage en douteux, provisionnement et retour en sain de la clientèle sont automatisés en cohérence avec les règles prudentielles, (Règlement délégué de l'UE 2018/171) et aux orientations d'application EBA/GL/2016/07 de l'Autorité bancaire européenne (ABE). Ainsi :

- l'analyse du défaut (i.e. le fait générateur du déclassement de la créance) est effectuée quotidiennement, au niveau de l'ensemble des engagements d'un emprunteur, l'appréciation du défaut étant déterminée par emprunteur ou groupe d'emprunteurs ayant un engagement commun ;
 - le défaut est déclenché lorsque 90 jours d'arriérés consécutifs sont constatés au niveau d'un emprunteur/groupe d'emprunteurs ;
 - le périmètre de contagion du défaut s'étend à la totalité des créances de l'emprunteur, et aux engagements individuels des emprunteurs participant à une obligation de crédit conjointe ;
 - la période probatoire minimale est de trois mois avant retour au statut sain pour les actifs non restructurés et de douze mois pour les crédits restructurés.
- Les créances douteuses font l'objet de dépréciations individualisées créance par créance enregistrées en coût du risque.

Les intérêts sur créances douteuses non réglés et inscrits au compte de résultat sont couverts par des dépréciations à hauteur de l'intégralité du montant comptabilisé. Les dotations ou reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties se rapportant à des intérêts sur créances douteuses sont enregistrées au poste « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Le principal de la créance est provisionné selon l'estimation la plus probable de la dépréciation, conformément aux principes généraux de prudence. Le calcul de la dépréciation tient compte de la valeur de réalisation des garanties personnelles ou réelles liées à la créance.

Concernant les créances douteuses sur les professionnels de l'immobilier, l'application de ces règles conduit à tenir compte de la valeur marchande des immeubles financés dans le secteur des marchands de biens. De même, le calcul du provisionnement des opérations liées à la promotion immobilière tient compte des frais financiers supplémentaires exposés par le promoteur, en raison du ralentissement éventuel de la commercialisation des programmes.

La dépréciation constituée couvre la perte prévisionnelle actualisée au taux d'intérêt d'origine du crédit. Les pertes prévisionnelles sont égales à la différence entre les flux contractuels initiaux et les flux prévisionnels de recouvrement. La détermination des flux de recouvrement repose notamment sur des statistiques qui permettent d'estimer les séries de recouvrement moyennes dans le temps à partir de la date de déclassement du crédit. Une reprise de provision du fait du passage du temps est enregistrée en produit net bancaire.

Les encours douteux pour lesquels la déchéance du terme a été prononcée ou qui sont classés depuis plus d'un an en créances douteuses, sont spécifiquement identifiés dans la catégorie « encours douteux compromis ».

La banque a défini des règles internes qui présument le caractère nécessairement compromis de la créance dès lors qu'elle a été classée plus d'un an en créance douteuse, sauf à démontrer formellement l'existence et la validité de garanties couvrant la totalité des risques. La comptabilisation des intérêts sur la créance cesse à partir du classement en « encours douteux compromis ».

L'article 2221-5 du règlement ANC précité prescrit un traitement spécifique de certains encours restructurés. Lorsqu'ils sont significatifs, les encours douteux redevenus sains à la suite d'une restructuration à des conditions hors marché sont isolés dans une catégorie spécifique. Dans cette hypothèse, les abandons de principal ou d'intérêts, échus ou courus, ainsi que les écarts d'intérêts futurs, sont immédiatement constatés en perte, puis réintégrés au fur et à mesure de l'amortissement du prêt. Le nombre de prêts concernés et les montants en cause sont faibles et le calcul d'une décote serait sans impact significatif sur les états financiers de l'exercice.

L'impossibilité de recouvrer toute ou partie de la ou des créances douteuses entraîne le passage en perte. L'absence de possibilité de recouvrement résulte principalement :

- de l'attestation d'irrecouvrabilité délivrée par la société de recouvrement comportant les motifs de l'échec,
- de l'absence de solvabilité du ou des débiteurs des créances du dossier, constatée après que toutes les procédures internes du service contentieux ont été mises en œuvre,
- d'un jugement défavorable à la banque entraînant l'impossibilité de poursuivre le recouvrement de ses créances ou d'une décision de justice ordonnant l'effacement des dettes,
- d'un plan de surendettement incluant un abandon partiel de créance.

Note 1.6 Comptes d'épargne à régime spécial

La réglementation des comptes d'épargne à régime spécial (livret bleu, livret A, compte sur livret d'épargne populaire, livret de développement durable et solidaire) impose aux établissements de crédit de reverser au fonds d'épargne de la Caisse des Dépôts et Consignation (CDC) une partie de cette collecte. Cette centralisation des dépôts se traduit alors par une créance de l'établissement collecteur sur le fonds d'épargne de la CDC.

Le montant de la créance sur le fonds d'épargne de la CDC est présenté en déduction des encours des dépôts de la clientèle collectés par l'établissement au titre du livret A, du LDDS et du compte sur LEP figurant à son passif.

Note 1.7 Opérations sur titres

Les effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe (titres de marché interbancaire, de créances négociables, valeurs mobilières) sont répartis en titres de transaction, de placement ou d'investissement ; et les actions et autres titres à revenu variable sont répartis en titres de transaction, de placement, de l'activité de portefeuille, de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme. Les frais d'acquisition et de cession constituent une charge de l'exercice.

Titres de transaction

Il s'agit de titres qui, à l'origine, sont soit acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou racheter à court terme soit détenus par l'établissement du fait de son activité de mainteneur de marché. Ils sont enregistrés à la date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. A chaque arrêté comptable, les titres détenus sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat en produits ou en charges.

Titres de placement

Il s'agit de titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres de l'activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, titres de participation ou parts dans les entreprises liées. Ils sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, à l'exclusion des frais d'achat. Les surcotes ou décotes éventuelles sont étalées sur leur durée résiduelle.

À la clôture de l'exercice, chaque ligne fait l'objet séparément d'une estimation et, pour les obligations, les titres sont regroupés par ensembles homogènes. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur probable de négociation, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente, ce calcul étant effectué valeur par valeur ou par ensemble homogène.

Les gains, provenant des couvertures, au sens de l'article 2514-1 de l'ANC 2014-07, prenant la forme d'achat ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et il n'y a pas de compensation entre les plus et moins-values latentes. La valeur probable de négociation est, pour les actions cotées à Paris, le cours moyen du dernier mois et pour les actions cotées à l'étranger et les obligations, le cours le plus récent du dernier mois.

Titres d'investissement

Il s'agit de titres acquis avec l'intention manifeste de les conserver jusqu'à leur échéance. Ils sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais d'achat exclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée sur leur durée résiduelle. Ces titres font l'objet d'une couverture en ressources ou en taux.

Une dépréciation est constituée lorsque la dégradation de la situation financière des émetteurs est susceptible de compromettre le remboursement des titres à leur échéance.

Titres de l'activité de portefeuille

Ils proviennent d'investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention d'intervenir durablement dans le fonds de commerce ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Ces investissements sont réalisés dans le cadre de structures dédiées,

de manière significative et permanente et la rentabilité provient essentiellement de la réalisation de plus-values de cession.

Ces titres sont enregistrés à leur prix d'acquisition. À la clôture de l'exercice, chaque ligne fait l'objet séparément d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. Pour les titres cotés, la moyenne des cours de bourse sur une période suffisamment longue peut être retenue.

Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les autres titres détenus à long terme sont des investissements réalisés dans l'intention de favoriser le développement des relations professionnelles durables avec l'émetteur, sans exercer toutefois une influence dans sa gestion. Les titres de participation sont ceux dont la possession durable est estimée utile à l'activité du groupe, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur l'émetteur, ou d'en assurer le contrôle.

Ils sont enregistrés à leur prix d'acquisition, éventuellement réévalué, ou de fusion et opérations assimilées. À la clôture de l'exercice, chaque ligne fait séparément l'objet d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention : elle peut être estimée par différents critères tels que l'actif net éventuellement corrigé, la rentabilité et la perspective de rentabilité, les cours moyens de Bourse des derniers mois.

Après la liquidation en mars 2024 du dernier actif détenu par la société DANIFOS -société par actions simplifiée au capital de 1.328.745 € - siège social : 8, rue du Bât d'Argent 69001 LYON-, la Lyonnaise de Banque, en qualité d'associée unique de DANIFOS, a décidé le 16 septembre 2024, de la dissolution sans liquidation de ladite société par transmission universelle de patrimoine, en application de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code civil et aux conditions fixées par ce texte. La dissolution a été définitivement réalisée le 17 octobre 2024.

Le boni de fusion s'élève à 3 017 144,64€.

Titres donnés en pension livrée

Ils sont maintenus à l'actif du bilan et la dette vis-à-vis du cessionnaire est inscrite au passif. Les principes d'évaluation et de prise en résultat des revenus de ces titres demeurent ceux applicables à la catégorie à laquelle ils appartiennent.

Critères et règles de déclassement

En cas de modification d'intention ou de capacité de détention, et sous réserve qu'ils satisfassent aux conditions d'éligibilité et aux règles de transfert, les titres peuvent être déclassés. En cas de transfert, les titres font l'objet au jour du transfert d'une évaluation selon leur portefeuille d'origine.

Note 1.8 Instruments dérivés : instruments à terme de taux d'intérêt et de change

Le groupe intervient pour son propre compte sur différents marchés organisés ou de gré à gré, d'instruments financiers à terme fermes et conditionnels de taux d'intérêt et de devises en application de la stratégie de gestion des risques liés aux positions de taux d'intérêt et de change de ses actifs et passifs.

Opérations sur les marchés organisés et assimilés

Les contrats sur instruments à terme fermes ou conditionnels traités sur les marchés organisés et assimilés sont évalués conformément aux règles fixées par le Comité de la réglementation bancaire. Les contrats sont réévalués en fin d'arrêté suivant leur cotation sur les différents marchés. Le gain ou la perte résultant de cette réévaluation est porté au compte de résultat.

Opérations sur les marchés de gré à gré

Sont notamment concernés les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises, les contrats de taux futur (FRA), les contrats optionnels (cap, floor,...). Les opérations sont affectées dès leur origine dans les différents portefeuilles (position ouverte, micro-couverture, gestion globale du bilan et hors bilan, gestion spécialisée).

Les contrats classés dans les portefeuilles de position ouverte sont évalués au plus bas du prix d'acquisition ou de leur valeur de marché.

Les charges et produits relatifs aux contrats classés dans les portefeuilles de micro-couverture sont inscrits en compte de résultat de façon symétrique à la comptabilisation de l'élément couvert.

Les charges et produits relatifs aux contrats classés dans les portefeuilles de gestion globale du risque de taux sont inscrits prorata temporis dans le compte de résultat.

Les contrats inscrits dans les portefeuilles de gestion spécialisée sont évalués en valeur de marché. Les variations de valeur sont portées dans le produit net bancaire après correction pour tenir compte du risque de contrepartie et des frais futurs de gestion.

Les soultes de netting de dérivés de couverture sont étalées sur la durée résiduelle des éléments couverts.

Note 1.9 Immobilisations corporelles et incorporelles

Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, éventuellement réévalué, augmenté des frais directement attribuables et nécessaires à leur mise en état de marche en vue de leur utilisation.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées au coût historique amorti c'est-à-dire à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Le montant amortissable est déterminé après déduction de la valeur résiduelle nette des coûts de sortie. La durée d'utilité étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien, il n'est pas constaté de valeur résiduelle.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité attendue du bien pour l'entreprise selon son propre rythme de consommation estimée des avantages économiques. Celles ayant une durée d'utilité indéfinie ne sont pas amorties. Les dotations aux amortissements sont comptabilisées sous la rubrique « dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément dès l'origine et chacun des composants est amorti selon un plan qui lui est propre. L'approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation et de placement.

Les durées d'amortissement pour les immeubles sont de :

- 40-80 ans pour les gros œuvres ;
- 15-30 ans pour les clos et couverts ;
- 10-25 ans pour les équipements ;
- 10 ans pour les agencements et installations.

Immobilisations incorporelles :

- Les droits au bail versés ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation,
- Les droits d'entrée versés au propriétaire sont amortis sur la durée de vie du bail comme un complément de loyer,
- les autres éléments du fonds commercial sont amortis sur 10 ans (acquisition de portefeuilles de contrats clientèle).

Les immobilisations amortissables font l'objet de tests de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, des indices de pertes de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation une fois par an.

S'il existe un tel indice de dépréciation, la valeur recouvrable de l'actif est comparée à sa valeur nette comptable. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat ; elle modifie la base amortissable de l'actif de manière prospective. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées sous la rubrique « dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Les plus et moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne « gains nets sur les actifs immobilisés ».

Les plus et moins-values de cession des immeubles de placement sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne « produits des autres activités » ou « charges des autres activités ».

Note 1.10 Comptes de régularisation

Les frais d'émission d'emprunts émis jusqu'au 31 décembre 1999 sont amortis au cours de l'exercice d'émission et, pour les émissions postérieures à cette date, sont étalés sur la durée de vie de l'emprunt.

Les primes de remboursement des obligations sont amorties, sur une base linéaire, en fonction de la durée de l'emprunt.

Note 1.11 Provisions pour dépréciation

Les dotations et reprises de provisions sont classées par nature dans les postes de charges correspondantes.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation déterminée comme correspondant à l'hypothèse la plus probable.

Note 1.12 Provisions générales pour risque de crédit (PGRC)

Depuis l'exercice 2000, des provisions générales pour risques de crédit sont constituées pour couvrir des risques nés mais non encore avérés sur les crédits sains et les engagements donnés à la clientèle.

Elles sont déterminées :

- pour les activités de crédit autres que les financements spécialisés, par un coût du risque moyen tel qu'il peut être appréhendé dans une perspective à long terme, soit 0,5 % de l'encours clientèle sain ;
- pour l'activité de financements spécialisés ainsi que pour les succursales étrangères, par un coût du risque obtenu à partir de la notation des créances à laquelle est associé un coût moyen de défaillance. Cette méthode permet de tenir compte de la moindre dispersion des risques, de l'importance unitaire des dossiers et donc d'une volatilité plus importante.

Ces provisions générales pour risque de crédit feront l'objet de reprises si les occurrences auxquelles elles sont destinées à faire face se concrétisent.

Depuis l'exercice 2003, elles peuvent comprendre une provision générale au titre des grands risques du groupe.

Note 1.13 Contrats d'épargne réglementée

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits réglementés accessibles à la clientèle (personnes physiques) qui associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent pour l'établissement distributeur deux types d'engagements :

- de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation) ;
- d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Lorsque ces engagements sont potentiellement défavorables, ils font l'objet de provisions. Celles-ci couvrent les engagements sur contrats existant à la date de détermination de la provision ; il n'est pas tenu compte des futures ouvertures de plans et comptes épargne logement.

Les encours futurs liés aux contrats d'épargne logement sont estimés à partir de statistiques comportementales des clients dans un environnement de taux donné. Les PEL qui sont souscrits dans le cadre d'une offre globale de produits liés et ne répondant pas aux lois comportementales susvisées sont exclus des projections. Les encours à risques qui font l'objet d'une provision sont constitués :

- pour les dépôts PEL, de la différence entre les encours probables d'épargne et ceux d'épargne minimum attendus. Ces derniers sont déterminés avec un seuil de confiance de 99,5 % sur la base de plusieurs milliers de scénarios de taux différents ;
- pour les crédits épargne logement, des volumes futurs dépendant de la réalisation probable des droits acquis et des crédits déjà en force.

Les pertes futures sont évaluées par rapport aux taux non réglementés des comptes à terme pour l'épargne et des prêts ordinaires à l'habitat pour les crédits. Cette approche est menée par génération homogène de PEL et de CEL en termes de conditions réglementées, sans compensation entre les différentes générations. Les pertes ainsi déterminées sont actualisées à partir des taux déduits de la moyenne des douze derniers mois de la courbe des swaps zéro coupon contre Euribor 3 mois. Le montant des provisions repose sur la perte moyenne constatée à partir de plusieurs milliers de scénarios de taux générés par une modélisation stochastique. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

Note 1.14 Actifs et passifs libellés en devises

Les actifs et passifs libellés dans une devise autre que la devise locale sont convertis au taux de change officiel à la date d'arrêté. Les gains ou pertes de change latents résultant de ces conversions sont comptabilisés dans le compte de résultat avec les différences de change réalisées ou subies sur les transactions de l'exercice.

Cependant, les écarts de conversion des titres d'investissement et des titres de participation et de filiales libellés en devises et financés en euros ne sont pas enregistrés en compte de résultat. Toutefois, si les titres doivent faire l'objet d'une cession ou d'un remboursement, une provision est constituée à hauteur de la perte de change latente.

Note 1.15 Fonds pour risques bancaires généraux

Le fonds pour risques bancaires généraux (FRBG) a été créé par mesure de prudence pour couvrir les risques de caractère général et indéterminé, inhérents à l'activité bancaire. Les dotations et reprises au FRBG sont effectuées par les dirigeants et figurent au compte de résultat.

Note 1.16 Intérêts et commissions

Les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat prorata temporis. Les commissions sont enregistrées selon le critère de l'encaissement à l'exception de celles relatives aux opérations financières qui le sont dès la clôture de l'émission ou dès leur facturation.

Les intérêts des créances douteuses compromises ne sont pas comptabilisés en produits.

Les commissions comprennent les produits d'exploitation bancaire rétribuant les services fournis à des tiers, à l'exception de ceux ayant une nature d'intérêt, c'est à dire calculés en fonction de la durée et du montant de la créance ou de l'engagement donné.

Note 1.17 Engagements de retraite et assimilés

En application de la recommandation 2013.02 de l'ANC, les engagements font l'objet d'une provision dont la variation est comptabilisée dans le résultat de l'exercice. Les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite et assimilés sont les suivantes :

- * un taux d'actualisation déterminé par référence au taux long terme des obligations d'entreprises de première catégorie à la clôture de l'exercice
- * un taux d'augmentation des salaires évalué à partir d'une estimation sur le long terme de l'inflation et de la progression du salaire réel.

Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies

Les engagements sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées pour déterminer la valeur actualisée de l'engagement et le coût des services rendus de l'exercice, à partir d'hypothèses. Les différences générées par les changements de celles-ci et par les différences entre les hypothèses antérieures et ce qui s'est effectivement produit constituent des écarts actuariels.

Lorsque le régime dispose d'actifs, ceux-ci sont évalués à la juste valeur et impactent le résultat pour leur rendement attendu. La différence entre le rendement réel et celui attendu constitue un écart actuariel.

Les réductions et liquidations de régime génèrent une variation de l'engagement qui est comptabilisée dans le compte de résultat de l'exercice.

Retraites complémentaires relevant des caisses de retraite

L'accord d'étape AFB en date du 13 septembre 1993 a modifié les régimes de retraite des établissements bancaires. Depuis le 1^{er} janvier 1994, les banques adhèrent aux régimes nationaux Arrco et Agirc. Les trois caisses du groupe CIC qui assuraient le paiement des différentes charges prévues dans l'accord d'étape ont fusionné au 1^{er} janvier 2008 afin de mutualiser leurs réserves.

Après fusion, les réserves de l'entité fusionnée couvrent intégralement les engagements, ceux-ci ayant fait l'objet d'une estimation complète en 2008. Afin de se mettre en conformité avec les dispositions de la loi Fillon du 23 août 2003 et de la loi 2008-1330 de Financement de la Sécurité sociale du 17 décembre 2008, la transformation en IGRS de l'entité fusionnée, avec pour corolaire le basculement des réserves et engagements auprès d'un organisme d'assurance, est intervenue en 2009.

Autres avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies

Les futures indemnités de fin de carrière et les compléments de retraite, y compris les régimes spéciaux sont, soit couverts par des contrats d'assurances, soit provisionnés pour la part non couverte par de tels contrats.

Les primes pour indemnités de fin de carrière versées annuellement prennent en compte les droits acquis au 31 décembre de chaque exercice, pondérés par des coefficients de rotation et de probabilité de survie du personnel.

Les engagements sont calculés suivant la méthode des unités de crédits projetés. Sont notamment pris en compte, la mortalité, le taux de rotation du personnel, le taux d'évolution des salaires, le taux de charges sociales dans les cas prévus et le taux d'actualisation financière.

Les indemnités de fin de carrière arrivées à échéance et versées aux salariés au cours de l'année font l'objet de remboursement par l'assureur à hauteur de la part couverte par celui-ci.

Les engagements d'indemnité de fin de carrière sont déterminés sur la base de l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite à l'initiative du salarié qui a atteint son 62^{ème} anniversaire.

Avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies

Depuis 1994, un accord d'entreprise a été conclu créant un régime de retraite complémentaire par capitalisation collective au profit des personnels du groupe et notamment de l'ex-CIC Paris. Ce régime a été étendu aux personnels de l'ex-Union Européenne de CIC à l'occasion de la fusion des deux établissements en 1999.

Autres avantages à long terme

Les salariés reçoivent une prime liée à la médaille du travail obtenue après 20, 30, 35 et 40 années d'ancienneté. Cet engagement est intégralement provisionné dans les comptes de la société et évalué selon les mêmes principes que ceux des indemnités de fin de carrière.

Note 1.18 Implantation dans les Etats ou territoires non coopératifs en matière de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.

La banque ne possède pas d'implantation directe ou indirecte dans les Etats ou territoires visés par l'article L511-45 du Code monétaire et financier et figurant sur la liste fixée par l'arrêté du 12 février 2010.

Note 1.19 Surtaxe Impôt sur les sociétés.

La loi de finances pour 2025, adoptée le 6 février 2025, a institué une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des entreprises qui réalisent en France un chiffre d'affaires supérieur ou égal à 1 milliard d'euros en 2024 ou en 2025.

Cette contribution sera assise sur la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû au titre de 2024 et 2025 et sera soumise à un taux de 20,6% ou 41,2 % selon le chiffre d'affaires.

Cette mesure n'a pas d'impact sur les états financiers clos au 31 décembre 2024 mais elle affectera l'imposition des résultats 2025. Un versement anticipé de la contribution aura lieu en décembre 2025 pour 98% du montant dû.

La Lyonnaise de Banque sera soumise à cette contribution exceptionnelle au taux de 20,6%, selon l'application du seuil au groupe d'intégration fiscale. Ainsi, le taux d'IS utilisé pour l'évaluation des actifs et passifs d'impôts exigibles et différés sera de 30,98% sur 2025.

L'impact financier de cette contribution n'est pas encore quantifiable avec précision à la date de publication des états financiers.

Note 1.20 Remboursement des titres participatifs

Le 12 décembre 2024, le CIC Lyonnaise de Banque a annoncé son intention de procéder au remboursement anticipé de la totalité des titres participatifs (15 040K€), qui n'étaient plus éligibles aux ratios réglementaires. Compte tenu de cette décision, une provision de 15 040K€ a été passée en 2024. »

Les notes de l'annexe sont présentées en milliers d'euros.

Note 2 - Créances sur les établissements de crédit

	31.12.24		31.12.23	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Caisse, banques centrales, CCP	58 949		62 850	
Comptes ordinaires	4 818 796		5 270 374	
Prêts, valeurs reçues en pension	1 727	1 278 603	11 152	1 301 494
Titres reçus en pension livrée				
Créances rattachées		105 096		92 992
Créances douteuses				
Dépréciation des créances douteuses				
Total	4 879 472	1 383 699	5 344 376	1 394 486
Total des créances sur les établissements de crédit		6 263 171		6 738 862
dont prêts participatifs		12 670		12 670
dont prêts subordonnés		4 280		4 280

Il n'y a pas de crédits restructurés à des conditions hors marchés parmi les créances saines.

Note 3 - Créances sur la clientèle

	31.12.24	31.12.23
Créances commerciales	38 418	82 419
<i>dont affacturage</i>		
Créances rattachées		
Autres concours		
- Prêts et crédits	39 865 441	40 071 869
- Titres reçus en pension livrée		
- Créances rattachées	82 589	72 845
Comptes ordinaires débiteurs	1 012 786	1 112 469
Créances rattachées	3 942	771
Créances douteuses	1 371 103	1 211 361
Dépréciation des créances douteuses	-538 826	-484 788
Total	41 835 453	42 066 946
dont prêts participatifs	6 646	6 763
dont prêts subordonnés	242	125

Parmi les créances douteuses, les créances douteuses compromises s'élèvent à 937,49 M€ en 2024 contre 917,75 M€ en 2023.

Elles font l'objet de 384,76 M€ de dépréciations en 2024 et 363,97 M€ en 2023.

Les crédits restructurés représentent un montant total de 570,27 millions d'euros pour 2024 contre 372,82 millions d'euros en 2023..

Répartition des créances sur la clientèle	Créances brutes	Créances douteuses	Créances douteuses compromises	Provisions
Répartition par grands types de contrepartie				
- Grand public	29 506 979	149 389	513 715	-256 159
- Entreprises	11 496 200	284 226	423 772	-282 668
- Grandes entreprises				
- Financements spécialisés				
- Autres				
Total	41 003 179	433 615	937 487	-538 827

Note 4 - Obligations & autres titres à revenu fixe

	31.12.24				31.12.23			
	Transaction	Placement	Invest.	Total	Transaction	Placement	Invest.	Total
Titres détenus cotés								
Titres détenus non cotés (*)								
Titres prêtés								
Créances rattachées								
Créances douteuses (*)			19 748	19 748			36 510	36 510
Montant brut			19 748	19 748			36 510	36 510
Dépréciations								
. Sur risque de taux								

. Sur créances douteuses			-11 037	-11 037			-21 532	-21 532
Montant net			8 711	8 711			14 978	14 978
Plus-values latentes								
dont obligations subordonnées								
dont titres émis par des organismes publics								

Au cours de l'exercice 2024, aucun transfert de portefeuille n'a eu lieu.

(*) *Durée résiduelle à plus de 5 ans*

Note 5 - Actions & autres titres à revenu variable

	31.12.24				31.12.23			
	Transaction	Placement	T.A.P.	Total	Transaction	Placement	T.A.P.	Total
Titres détenus cotés								
Titres détenus non cotés		259		259		273		273
Titres prêtés								
Créances rattachées								
Montant brut		259		259		273		273
Dépréciation des titres		-51		-51		-65		-65
Total		208		208		208		208
Plus-values latentes		63		63		60		60

Au cours de l'exercice 2024, aucun transfert de portefeuille n'a eu lieu.

Note 6 - Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

	31.12.23	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Transferts	Autres variations	31.12.24
Autres titres détenus à long terme						
- cotés						
- non cotés	40 212	9 843	-5 923			44 132
Titres de participation						
- cotés	320					320
- non cotés	10 278		-1		1	10 278
Parts dans les entreprises liées						
- cotés						
- non cotés	24 973		-3 955			21 018
Titres de sociétés mises en équivalence						
Sous-total	75 783	9 843	-9 879		1	75 748
Ecarts de conversion						
Titres prêtés						
Créances rattachées						
Appels de fonds et avances en compte courant dans les S.C.I.						
Montant brut	75 783					75 748
Dépréciation						
- titres cotés						
- titres non cotés	-110					-110
Sous-total	-110					-110
Montant net	75 673					75 638

Toutes les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

Les conditions peuvent être considérées comme normales lorsqu'elles sont habituellement pratiquées par l'établissement dans les rapports avec les tiers de sorte que le bénéficiaire de la convention n'en retire pas un avantage par rapport aux conditions faites à un tiers quelconque de la société, compte tenu des conditions d'usage dans les sociétés du même secteur.

Opérations avec les entreprises liées

	31.12.24		31.12.23	
	Entreprises liées		Entreprises liées	
	Total	Dont subordonné	Total	Dont subordonné
Actif				
Créances sur établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Passif				
Dettes envers les établissements de crédit				

Comptes créditeurs de la clientèle				
Dettes représentées par un titre				
Hors-bilan				
Engagements donnés				
Etablissements de crédit				
Clientèle	599 028		614 847	

Note 7 - Immobilisations corporelles et incorporelles

Immobilisations corporelles	31.12.23	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres variations	31.12.24
Valeur brute					
. Terrains d'exploitation	7 272	29	-38		7 263
. Terrains hors exploitation	2 001				2 001
. Constructions d'exploitation	437 909	13 471	-17 416		433 964
. Constructions hors exploitation	21 436	2 057	-3 357		20 136
. Autres immobilisations corporelles	67 751	7 127	-10 017		64 861
Montant brut	536 369	22 684	-30 828		528 225
Amortissements					
. Terrains d'exploitation					
. Terrains hors exploitation					
. Constructions d'exploitation	-326 643	-13 235	12 695		-327 183
. Constructions hors exploitation	-12 850	-647	1 224		-12 273
. Autres immobilisations corporelles	-59 348	-1 292	3 810		-56 830
Montant des amortissements	-398 841	-15 174	17 729		-396 286
Montant net	137 528				131 939

Immobilisations incorporelles	31.12.23	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres variations	31.12.24
Valeur brute					
. Fonds commerciaux	103			-80	23
. Frais de recherche et de développement					
. Autres immobilisations incorporelles	39 010	73	-3 926	80	35 237
Montant brut	39 113	73	-3 926		35 260
Amortissements					
. Fonds commerciaux					
. Frais de recherche et de développement					
. Autres immobilisations incorporelles	-7 882	-225	339	208	-7 560
Montant des amortissements	-7 882	-225	339	208	-7 560
Montant net	31 231				27 700

Note 8 - Comptes de régularisation et autres actifs et passifs

	31.12.24		31.12.23	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes de régularisation				
Comptes d'encaissement	34 957	129	7 799	53 439
Comptes d'ajustements devises et hors-bilan	8 243	3 848	12 415	2 332
Autres comptes de régularisation	418 530	754 132	172 808	504 928
Sous-total	461 730	758 109	193 022	560 699
Autres actifs et passifs				
Primes sur options				
Comptes de règlement d'opérations sur titres		2 037		1 906
Dettes représentatives des titres empruntés		206		206
Impôts différés				
Débiteurs et créditeurs divers	659 554	240 988	708 165	376 175
Créances et dettes rattachées	998	167	942	863
Dépréciation	-1 022		-1 128	
Sous-total	659 530	243 398	707 979	379 150
Total	1 121 260	1 001 507	901 001	939 849

Note 9 - Dépréciation des créances douteuses et provisions

	31.12.23	Dotations	Reprises	Autres variations	31.12.24
Actif					

Dépréciation sur créances sur les établissements de crédit					
Dépréciation sur créances sur la clientèle	484 788	139 754	-85 672	-44	538 826
Dépréciation sur obligations et autres titres à revenu fixe (1)	21 532		-10 495		11 037
Passif					
Provisions sur engagements par signature	30 170	13 514	-19 667		24 017
Provisions générales pour risques de crédit	137 024	1 638			138 662
Provisions sur créances	14 923	17 768	-10 233		22 458
Total	688 437	172 674	-126 067	-44	735 000

Le total des créances douteuses sur la clientèle est de 1.371,10 M€.

Elles sont couvertes par des dépréciations d'actif à hauteur de 538,83 M€ soit 39,30% contre 40,02% au précédent exercice.

Le taux de couverture des encours clientèle bruts par l'ensemble des dépréciations couvrant des risques de crédit s'établit à 1,32% contre 1,17% en 2023.

Les créances douteuses sont couvertes par ces dépréciations à l'exception des provisions générales pour risques de crédit qui concernent les créances saines.

(1) Parmi les dépréciations sur obligations et autres titres à revenu fixe figure la reprise de provision de 10.494 M€ suite à la cession des titres Bourbon.

Note 10 - Dettes envers les établissements de crédit

	31.12.24		31.12.23	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Banques centrales, CCP				
Comptes ordinaires	37 248		132 910	
Comptes à terme		9 717 426		9 227 352
Valeurs données en pension				
Titres donnés en pension livrée				
Dettes rattachées		54 427		58 998
Total	37 248	9 771 853	132 910	9 286 350
Total des dettes envers les établissements de crédit		9 809 101		9 419 260

Note 11 - Comptes créditeurs de la clientèle

	31.12.24		31.12.23	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes d'épargne à régime spécial	5 462 620	1 773 603	5 887 938	2 027 987
Dettes rattachées		2		10
Total - Comptes d'Epargne à Régime Spécial	5 462 620	1 773 605	5 887 938	2 027 997
Autres dettes	17 368 322	11 873 569	18 691 973	11 049 816
Titres donnés en pension livrée				
Dettes rattachées	1	182 654	1	145 919
Total - Autres dettes	17 368 323	12 056 223	18 691 974	11 195 735
Total des comptes créditeurs de la clientèle à vue et à terme		36 660 771		37 803 644

Note 11a - Dépôts de la clientèle faisant l'objet d'une centralisation auprès du fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations

	31.12.24	31.12.23
Montant des dépôts collectés (livrets A, livrets de développement durable et solidaire, livrets d'épargne populaire)	5 831 923	5 337 465
Montant de la créance sur le fonds d'épargne de la CDC (montant des dépôts centralisés)	-3 193 342	-2 890 059
Montant net des comptes d'épargne à régime spécial présentés au passif du bilan	2 638 581	2 447 406

Note 12 - Dettes représentées par un titre

	31.12.24	31.12.23
Bons de caisse	4 050	6 600
Titres du marché interbancaire & titres de créance négociables	50 250	33 900
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
Dettes rattachées	1 143	814
Total	55 443	41 314

Note 13 - Provisions

	31.12.23	Dotations	Reprises	Autres variations	31.12.24
Provisions pour risques de contrepartie					

- engagements par signature	30 170	13 514	-19 667		24 017
- engagements de hors-bilan					
- risques pays					
- provisions générales pour risques de crédit	137 024	1 638			138 662
- provisions épargne logement	13 875	3 800	-596		17 079
- autres provisions pour risques de contrepartie	14 923	17 768	-10 233		22 458
Provisions pour pertes sur instruments financiers à terme					
Provisions sur filiales et participations					
Provisions pour risques et charges hors risques de contrepartie					
- provisions pour charges de retraite	27 320	2 632	-273		29 679
- autres provisions pour risques et charges	23 206	32 506	-10 987		44 725
Total	246 518	71 858	-41 756		276 620

Note 13a - Provision relative aux indemnités de fin de carrière

Indemnités de fin de carrière (en K€) LB	Clôture 2023	Produits financiers	Effets de l'actualisation	Coût des services rendus	Autres transferts + frais de gestion	Variation écarts actuariels	Paiement aux bénéficiaires	Cotisations d'assurance	Clôture 2024
Engagements	37 830		1 195	1 918	-344	2 241	-2 036		40 804
Contrat d'assurance	22 525	2 021		166	-187		-1 222	1 173	24 477
Etalement									
Excédent Actifs/Engagements									
Provision	15 305	-2 021	1 195	1 752	-157	2 241	-814	-1 173	16 328

Note 13b - Provision pour risques sur engagements au titres de l'épargne logement

	31.12.24		31.12.23	
	Encours	Provisions	Encours	Provisions
Plans d'épargne logement	1 548 807	16 720	1 760 906	13 772
Comptes d'épargne logement	151 368	35	142 293	33
Prêts d'épargne logement	6 640	323	2 095	69
Total	1 706 815	17 079	1 905 294	13 875

Note 14 - Dettes subordonnées

	31.12.23	Emissions	Remboursements	Autres variations	31.12.24
Dettes subordonnées	155 968				155 968
Emprunts participatifs	15 433				15 433
Dettes subordonnées à durée indéterminée	24 600				24 600
Dettes rattachées	1 268			-215	1 053
Total	197 269			-215	197 054

Détail dettes subordonnées :

	Date Emission	Montant Emission	Montant fin de période
Principales dettes subordonnées :			
Autres emprunts participatifs (*)	1985	37 027	15 433
TSDI	1987	55 472	24 600
TSR	2018	197 000	155 968
Dettes rattachées			1 053
Total			197 054

(*) une provision de 15 040K€ a été passée sur les emprunts participatifs en 2024.

Note 15 - Capitaux propres et FRBG

	Capital	Primes	Réserves	Ecart de réévaluation	Provisions réglementées	Report à nouveau	Résultat exercice	Total	Fonds pour risques bancaires généraux
Solde au 1.1.2023	290 568	191 539	346 353		4 079	118 642	293 032	1 244 213	27 867
Résultat de l'exercice							220 117	220 117	
Affectation du résultat de l'exercice précédent						293 032	-293 032		
Distribution de dividendes						-173 872		-173 872	
Augmentation de capital			2 973					2 973	
Incidence des réévaluations									

Autres variations					248	-2 973		-2 725	
Solde au 31.12.2023	290 568	191 539	349 326		4 327	234 829	220 117	1 290 706	27 867
Solde au 1.1.2024	290 568	191 539	349 326		4 327	234 829	220 117	1 290 706	27 867
Résultat de l'exercice							214 781	214 781	
Affectation du résultat de l'exercice précédent						220 117	-220 117		
Distribution de dividendes						-70 018		-70 018	
Augmentation de capital									
Incidence des réévaluations									
Autres variations					247	1		248	
Solde au 31.12.2024	290 568	191 539	349 326		4 574	384 929	214 781	1 435 717	27 867

Le capital de CIC Lyonnaise de Banque est détenu à 100% par le CIC; il est composé de 9 373 173 actions au nominal de 31 euros.

Le poste "Reserves" est constitué de la réserve légale pour 29 057 k€, des réserves facultatives pour 28 157 k€ et des autres réserves pour 292 112 k€.

CIC Lyonnaise de Banque est intégré globalement dans les comptes consolidés du Groupe CIC, de Crédit Mutuel Alliance Fédérale et du Groupe CREDIT MUTUEL.

Note 16 - Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle

	< 3 mois et à vue	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	A durée indéterminée	Créances dettes rattachées	Total
Actifs							
Créances sur les établissements de crédit *	4 894 211	4 885	986 060	272 919		105 096	6 263 171
Créances sur la clientèle **	3 829 102	3 770 617	14 531 053	18 864 187		86 531	41 081 490
Obligations et autres titres à revenu fixe ***							
Passifs							
Dettes envers les établissements de crédit	366 047	813 286	5 929 518	2 645 823		54 427	9 809 101
Comptes créditeurs de la clientèle	28 679 721	4 134 442	3 507 280	156 672		182 657	36 660 772
Dettes représentées par un titre							
- Bons de caisse		2 550	1 500			309	4 359
- Titres du marché interbancaire et titres de créance négociables		9 150	41 100			834	51 084
- Emprunts obligataires							
- Autres							

* à l'exception des créances douteuses et des provisions pour dépréciation

** à l'exception des valeurs non imputées, de l'étalement frais dossiers sur prêts, des créances douteuses et des provisions pour dépréciation

*** exclusivement pour les titres de placement et d'investissement (hors créances douteuses)

Note 17 - Contrevalet en euros des actifs & passifs en devises

La contrevalet en euros des actifs et passifs libellés en devises est respectivement de 2 203 M€ et 2 192 M€.

Note 18 - Engagements sur instruments financiers à terme

Opérations sur instruments financiers à terme (selon la notion d'opérations de couverture micro/macro et opérations de gestion position ouverte/gestion spécialisée sur les opérations fermes et conditionnelles).

	31.12.24			31.12.23		
	Couverture	Opérations de gestion	Total	Couverture	Opérations de gestion	Total
Opérations fermes						
<i>Marchés organisés</i>						
Contrats de taux						
Contrats de change						
Autres opérations						
<i>Marchés de gré à gré</i>						
Accords de taux futurs						
Swaps de taux	10 038 928		10 038 928	10 084 893		10 084 893
Swaps financiers						
Autres opérations						
Swaps - autres						
Opérations conditionnelles						
<i>Marchés organisés</i>						
Options de taux						
Achetées						
Vendues						
Options de change						
Achetées						

Vendues						
Actions et autres options						
Achetées						
Vendues						
<i>Marchés de gré à gré</i>						
Contrats de taux plafonds et planchers						
Achetées						
Vendues						
Options de taux, change, actions et autres						
Achetées						
Vendues						
Total	10 038 928		10 038 928	10 084 893		10 084 893

Ventilation des contrats d'instruments de taux d'intérêt de gré à gré par type de portefeuille

	31.12.24	Position ouverte isolée	Micro couverture	Risque global tx d'intérêt	Gestion spécialisée	Total
Opérations fermes						
Achats						
Ventes						
Contrats d'échange				10 038 928		10 038 928
Opérations conditionnelles						
Achats						
Ventes						
	31.12.23					
Opérations fermes						
Achats						
Ventes						
Contrats d'échange				10 084 893		10 084 893
Opérations conditionnelles						
Achats						
Ventes						

Note 19 - Ventilation des autres opérations à terme non encore dénouées selon leur durée résiduelle

31.12.24	< 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
Instruments de taux				
<i>Marchés organisés</i>				
Achats				
Ventes				
<i>Marchés de gré à gré</i>				
Achats				
Ventes				
Swaps de taux	477 287	5 285 203	4 276 438	10 038 928
Instruments de change				
<i>Marchés organisés</i>				
Achats				
Ventes				
<i>Marchés de gré à gré</i>				
Achats				
Ventes				
Swaps financiers				
Autres instruments financiers à terme				
<i>Marchés organisés</i>				
Achats				
Ventes				
<i>Marchés de gré à gré</i>				
Achats				
Ventes				
Total	477 287	5 285 203	4 276 438	10 038 928

Note 20 - Instruments financiers à terme - Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie attaché aux instruments financiers à terme est estimé selon la méthodologie retenue pour le calcul des ratios prudentiels

Risques de crédit sur instruments financiers à terme	31.12.24	31.12.23
Risques sur les établissements de crédit	64 218	64 315
Risques sur les entreprises		
Total	64 218	64 315

Note 21 - Engagements de garantie donnés

Dans le cadre des opérations de refinancement de Crédit Mutuel Alliance fédérale (marché hypothécaire et titres sécurisés), certains crédits à la clientèle distribués par le CIC constituent des actifs donnés en garantie à ces opérations de refinancement portées par des entités tierces du Groupe.
Au 31 décembre 2024 leur montant s'élève à 11.772 millions d'euros.

Note 22 - Produits et charges sur intérêts

	31.12.24		31.12.23	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	369 809	430 653	345 008	369 269
Clientèle	1 317 566	810 084	1 078 794	551 196
Crédit-bail et location simple				
Obligations et autres titres à revenu fixe	501	1 914	1 148	4 054
Autres	4	-6 194	7	
Total	1 687 880	1 236 457	1 424 957	924 519
dont charges sur dettes subordonnées		10 190		9 075

Note 23 - Revenus des titres à revenu variable

	Exercice 2024	Exercice 2023
Titres de placement	6	4
Titres de l'activité de portefeuille		
Titres de participation et ATDLT	361	516
Parts dans les entreprises liées	14	1 029
Revenus des parts de S.C.I.		
Total	381	1 549

Note 24 - Commissions

	31.12.24		31.12.23	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations de trésorerie & interbancaires	1 205		832	
Opérations avec la clientèle	217 738	5 921	206 302	5 167
Opérations sur titres		1 104	12	801
Opérations de change	1 434		1 413	
Opérations de hors-bilan				
. Engagements sur titres				
. Engagements financiers à terme				
. Engagements de financement et de garantie	11 791	9 140	13 348	15 015
Prestations de services financiers	334 512	6 476	327 872	6 035
Commissions sur moyens de paiement		96 907		92 309
Autres commissions (dont produits rétrocédés)	34 497	9 811	34 612	8 337
Total	601 177	129 359	584 391	127 664

Note 25 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

	Exercice 2024	Exercice 2023
- Sur titres de transaction		
- Sur opérations de change	9 094	7 891
- Sur instruments financiers à terme		
* De taux d'intérêt		
* De cours de change		
* Sur autres instruments financiers y compris actions		
Sous-total	9 094	7 891
- Dotations aux provisions sur instruments financiers		
- Reprises de provisions sur instruments financiers		
Total	9 094	7 891

Note 26 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

	Exercice 2024	Exercice 2023
Opérations sur titres de placement		
- Plus-values de cession		2
- Moins-values de cession		
- Dotations aux provisions pour dépréciation		-2
- Reprises de provisions pour dépréciation	14	46
Opérations sur titres de l'activité de portefeuille		
- Plus-values de cession		
- Moins-values de cession		
- Dotations aux provisions pour dépréciation		
- Reprises de provisions pour dépréciation		
Total	14	46

Note 27 - Autres produits et charges d'exploitation bancaire

	31.12.24		31.12.23	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Produits accessoires	2 438		2 458	
Transferts de charges				
Dotation nette aux provisions pour risques et charges		-57		57
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	1 208	9 803	1 425	8 569
Produits nets des autres activités		1		1
Total	3 646	9 747	3 883	8 627

Note 28 - Charges de personnel

	Exercice 2024	Exercice 2023
Salaires & traitements	158 008	163 804
Charges sociales	75 778	71 668
Intéressement et participation des salariés	25 892	23 440
Impôts, taxes & versements assimilés sur rémunérations	26 214	25 240
Dotation nette aux provisions pour retraite	2 359	10 315
Autre dotation nette aux provisions pour risques et charges	3 190	3 077
Total	291 441	297 544

Note 29 - Coût du risque

	Exercice 2024	Exercice 2023
Dotations aux provisions pour dépréciation des créances douteuses	137 670	129 951
Reprises de provisions pour dépréciation des créances douteuses	-91 182	-81 519
Pertes sur créances irrécupérables couvertes par des provisions	42 505	33 219
Pertes sur créances irrécupérables non couvertes par des provisions	2 803	3 146
Récupérations sur créances amorties	-1 476	-2 267
Solde des créances	90 320	82 530
Dotations aux provisions pour risques et charges (1)	32 920	37 915
Reprises de provisions pour risques et charges	-29 900	-8 872
Solde des risques	3 020	29 043
Total	93 340	111 573

(1) dont dotation sur provision générale pour risque de crédit de 1,64 M€ au titre de l'exercice 2024.

Note 30 - Gains ou pertes sur actifs immobilisés

	31.12.24					31.12.23
	Effets publics & valeurs assimilées	Obligations & ATRF	Participation & ATDLT	Parts dans les entreprises liées	Total	Total
Sur immobilisations financières						
- Plus-values de cessions			117	3 017	3 134	1 899
- Moins-values de cessions						
- Dotations pour dépréciation						
- Reprises de provisions pour dépréciation						
Sous-total			117	3 017	3 134	1 899

Sur immobilisations corporelles et incorporelles					
- Plus-values de cessions				164	
- Moins-values de cessions				-5 428	-1 958
Sous-total				-5 264	-1 958
Total				-2 130	-59

Note 31 - Résultat exceptionnel

	Exercice 2024	Exercice 2023
Produits		
Autres éléments		163
Sous-total		163
Charges		
Autres éléments	-175	-61
Sous-total	-175	-61
Total	-175	102

Note 32 - Impôts sur les bénéfices

	Exercice 2024	Exercice 2023
Impôt courant - Hors effet de l'intégration fiscale	-86 757	-90 285
Impôt courant - Régularisation sur exercices antérieurs	-942	-1 099
Impôt courant - Effet de l'intégration fiscale		
Total	-87 699	-91 384
Sur activités courantes		
Sur éléments exceptionnels		
Total		

Le CIC, les banques régionales (dont fait partie la Lyonnaise de banque) et les principales filiales détenues à plus de 95 % ont constitué un groupe d'intégration fiscale. Chaque banque régionale membre du groupe intégré constitue avec ses propres filiales adhérentes un sous-groupe conventionnel. La Lyonnaise de banque n'a pas constitué de sous-groupe d'intégration fiscale avec ses filiales.

« La loi de finances pour 2025, adoptée le 6 février 2025, a institué une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des entreprises qui réalisent en France un chiffre d'affaires supérieur ou égal à 1 milliard d'euros en 2024 ou en 2025. Cette contribution sera assise sur la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû au titre de 2024 et 2025 et sera soumise à un taux de 20,6% ou 41,2 % selon le chiffre d'affaires.

Cette mesure n'a pas d'impact sur les états financiers clos au 31 décembre 2024 mais elle affectera l'imposition des résultats 2025. Un versement anticipé de la contribution aura lieu en décembre 2025 pour 98% du montant dû.

La Lyonnaise de Banque sera soumise à la contribution exceptionnelle au taux de 20,6% ou 41,2 %, selon l'application du seuil au groupe d'intégration fiscale. Ainsi, le taux d'IS utilisé pour l'évaluation des actifs et passifs d'impôts exigibles et différés sera de 30,98% sur 2025.

L'impact financier de cette contribution n'est pas encore quantifiable avec précision à la date de publication des états financiers. »

Note 33 - Avoirs déposés à la Caisse des Dépôts et Consignations et comptes inactifs (R. 312-21 du code monétaire et financier)

	Nombre	Montants en euros
Comptes recensés mentionnés au II de l'article L. 312-19 du code monétaire et financier	43 547	41 958 146,61
Comptes déposés mentionnés à l'article L.312-20 du code monétaire et financier	967	827 952,59

Conformément à la loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence.

Note 34 - Effectifs moyens

	Exercice 2024	Exercice 2023
Techniciens de la banque	1 738	1 743
Cadres	1 535	1 535
Total	3 273	3 278

Note 35 - Rémunérations versées au comité de Direction Générale

	31.12.24	31.12.23
Montant global des rémunérations versées	1 458	1 602
Montant global des jetons de présence	92	95

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2024)

A l’Assemblée Générale de la société CIC Lyonnaise de Banque S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l’audit des comptes annuels de la société CIC Lyonnaise de Banque S.A. relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu’ils sont joints au présent rapport.
Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l’opinion

■ Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

■ Evaluation des dépréciations et provisions pour risques de crédits avérés sur les encours de prêts à la clientèle

Risque identifié	Notre réponse
<p>Votre société constitue des dépréciations pour couvrir des risques avérés de pertes résultant de l’incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers.</p> <p>Des dépréciations de prêts et créances sont constituées pour couvrir ces risques, sur une base individuelle. Des provisions sont constituées pour les engagements de financement et de garanties. Les dépréciations et les provisions sont constatées dès qu’il existe une indication objective de perte de valeur. Ces dépréciations et provisions correspondent à la différence entre la valeur comptable des prêts et la somme des flux futurs estimés actualisés. Au 31 décembre 2024, les créances douteuses sur la clientèle s’élèvent à 1 371 MS et les dépréciations et les provisions associées sur les créances à la clientèle et engagements s’élèvent respectivement à 539 M€ et 46 MS telles que présentées dans les notes 3 et 9 de l’annexe aux comptes annuels. Les principes suivis en matière de provisionnement du risque de crédit sont décrits dans la note 1 « Principes comptables, méthodes d’évaluation et de présentation » de l’annexe aux comptes annuels. L’évaluation des dépréciations et des provisions requiert l’exercice du jugement pour l’identification des expositions présentant un risque de non-recouvrement, ou pour la détermination des flux futurs recouvrables et des délais de recouvrement. Compte tenu de l’importance du jugement dans l’appréciation du risque de crédit et la détermination des dépréciations et provisions sur prêts à la clientèle, en particulier dans un contexte d’incertitudes persistantes marquées par les tensions géopolitiques et économiques, nous avons considéré que l’identification des créances présentant un risque de non-recouvrement et l’évaluation de dépréciations et provisions afférentes constituaient un point clé de l’audit en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none">► l’importance relative des encours de prêts dans le bilan ;► la complexité de l’estimation des flux futurs recouvrables.	<p>Nous avons examiné et testé les processus et les contrôles relatifs aux prêts et créances qui présentent un risque de défaut avéré, ainsi que les procédures de quantification des dépréciations correspondantes.</p> <p>Nous avons examiné :</p> <ul style="list-style-type: none">► en faisant appel à nos spécialistes en systèmes d’information, les dispositifs qui garantissent l’intégrité des données utilisées par les modèles de notation et de dépréciation ;► sur un échantillon de créances, le classement des encours entre encours sains et encours douteux. <p>S’agissant du risque de crédit sur les entreprises, nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none">► examiné le processus de suivi du risque de crédit, en prenant connaissance des comptes rendus des décisions de la gouvernance sur les dépréciations ;► examiné, par sondages, des dossiers de crédits dépréciés pour contrôler la documentation de la note de crédit et du niveau de dépréciation retenu ;► rationalisé l’évolution annuelle du coût du risque ;► et, le cas échéant, apprécié le bien-fondé des ajustements apportés manuellement aux notes de crédit internes. <p>S’agissant du risque de crédit dans la banque de détail, nous avons réalisé des procédures analytiques en calculant l’évolution dans le temps des indicateurs clefs suivants : rapport des encours douteux sur les encours totaux et taux de couverture des encours douteux par des dépréciations. Chaque fois qu’un indicateur s’est écarté de la moyenne, nous avons analysé les écarts constatés. Enfin, nous nous sommes assurés du caractère approprié de l’information présentée dans les notes de l’annexe aux comptes annuels.</p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

■ Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n’avons pas d’observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d’administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l’exception du point ci-dessous

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

■ Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

■ Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du directeur général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

■ Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société CIC Lyonnaise de Banque S.A. par votre assemblée générale du 16 mai 2017 pour le cabinet KPMG S.A. et du 30 avril 2024 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG S.A. était dans la huitième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la première année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

► il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

► il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

► il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

► il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

► il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 10 avril 2025

Les Commissaires aux Comptes

KPMG S.A.

Frédéric Damaisin
Associé

Sophie Sotil Forgues
Associée

ERNST & YOUNG et Autres

Vanessa Jolival
Associée

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est mis à disposition au siège de la Lyonnaise de Banque au 8, rue de la République - 69001 LYON